folio histoire de France

Série dirigée par Joël Cornette

Geneviève BÜHRER-THIERRY
Charles MÉRIAUX

La France avant la France
481 - 888

En librairie le 26 septembre 2019

• Le livre

L'histoire a longtemps juxtaposé des images simples pour définir les quatre siècles écoulés de 481 à 888 : aux Mérovingiens sanguinaires, incultes et incapables – à l'exception de Clovis – succédaient des Carolingiens glorieux, conquérants et propagateurs actifs de la foi chrétienne. Les recherches des dernières décennies, fondées sur une réévaluation des sources écrites et sur les progrès de l'archéologie, ont libéré cette période du carcan des idées reçues.
Si les premiers Carolingiens rassemblent sous leur sceptre presque toute l'Europe occidentale, cette construction brillante se révèle d'une extrême fragilité : en effet, la puissance effective ne vaut que sur une échelle territoriale étroite et le pouvoir central est obligé de collaborer avec les aristocraties locales. Quand apparaît le nom de « Francie », il recouvre une mosaïque de communautés régionales très diverses. Ainsi les auteurs de cet ouvrage ramènent-ils les faits aux réalités de l'époque, rejetant les anachronismes et les outrances, négatives ou positives. Ils mettent en scène une société étrangère à la nôtre par ses hiérarchies, ses caractères anthropologiques et ses institutions. Cette histoire renouvelée possède un attrait majeur : au-delà des représentations traditionnelles, elle s'efforce d'atteindre le réel.

• Les auteurs

Geneviève Bührer-Thierry, ancienne élève de l'ENS Saint-Cloud, agrégée d'histoire, est actuellement professeure d'histoire du Moyen Âge à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. Ses recherches portent sur le monde franc et germanique du haut Moyen Âge (VI-XI^{e} siècle) et plus particulièrement sur l'histoire des pouvoirs, des processus culturels, des femmes et du genre.

Charles Mériaux est professeur d'histoire du Moyen Âge à l'université de Lille. Ses recherches portent sur le culte des saints, les récits hagiographiques et l'encadrement religieux dans l'Occident du haut Moyen Âge (VII^{e}-XI^{e} siècle).

Folio Histoire n° 287

Nombre de pages
784p

Prix de lancement
10 €
(jusqu'à fin décembre)

Date de parution
26 septembre 2019

SERVICE DE PRESSE
Frédérique ROMAIN
01 49 54 43 88 / 15 66
frederique.romain@gallimard.fr

www.gallimard.fr

http://www.folio-lesite.fr

Gallimard

l'abondance des revenus seigneuriaux laisse à leurs détenteurs, ecclésiastiques ou laïcs, des surplus importants ; ils permettent le développement du commerce et des villes, ainsi que des communautés religieuses. La croissance urbaine, produit de la féodalité, introduit dans le sein de celle-ci des ferments de déséquilibre. Lieux d'accumulation de la rente féodale et de la richesse monétaire par le biais des échanges, constituées en seigneuries autonomes à l'abri de leurs remparts, les villes, dans la seconde moitié du XII^{e} siècle, deviennent des puissances et les centres d'une culture originale, tandis que leur patriciat aspire à s'intégrer dans l'aristocratie et offre parfois un terrain de choix aux dissidences religieuses.

L'ouvrage écrit par Florian Mazel complète avec brio l'histoire de l'époque féodale, associant les certitudes anciennement établies à des perspectives neuves. Il met judicieusement en œuvre les derniers apports de l'anthropologie, de l'archéologie et d'un ensemble très élargi de sciences auxiliaires, en même temps que les approches renouvelées des textes, au demeurant cités en abondance. La nouveauté affleure dans tous les chapitres ; à titre d'exemple, il suffit de renvoyer à l'étude de l'évolution anthroponymique des puissants, qui éclaire de manière suggestive leurs pouvoirs et les structures familiales de l'aristocratie.

L'époque féodale s'avère constitutive d'un ordre territorial puissamment affirmé, au point que même des paysages ruraux de notre pays en portent encore le témoignage. Pour autant, l'époque, où surgit la dynastie capétienne, ne se confond pas avec « la naissance de la France ». Sans doute le royaume, qui embrasse alors la Catalogne au sud et la Flandre au nord, devient-il une entité politique qui ne se partage plus, mais le souverain continue explicitement de se dire « roi des Francs », *Francorum rex*, plutôt que celui d'un territoire, *Franciae rex*, « roi de France ». Si la monarchie construit et élargit méthodiquement son domaine, le sentiment d'une unité française n'existe pas alors. La France demeure une mosaïque de régions, de langues et de coutumes diverses. Et ce n'est pas le moindre des mérites de Florian Mazel que d'évoquer chacune d'elles, avec son individualité et sa chronologie particulières, en présentant son cas dans un tableau d'ensemble fortement architecturé.

Bref, voici une histoire réécrite à la lumière de l'information la plus récente et qui propose un regard neuf, porté sur un monde où le nôtre s'enracine et trouve la meilleure part de son imaginaire et de ses héros.

JEAN-LOUIS BIGET
(directeur du volume)

La France avant la France
481-888
Préface

« *Le peuple illustre des Francs, institué par Dieu* »
Prologue de la Loi salique (*vers* 763-764)

Cette proclamation messianique figure en tête de la Loi salique, dans sa version de la fin du règne de Pépin le Bref († 768). Elle exalte les Francs, peuple élu par Dieu pour incarner la Nouvelle Alliance. Les succès du roi, sacré par le pape à Saint-Denis, paraissent fonder cette prétention.

Les Francs ont effectivement joué un rôle majeur dans la genèse, l'histoire et la christianisation de l'Europe, et plus particulièrement de la France. Jadis et naguère, ils ont fourni bien des héros à la geste nationale : Clovis, Dagobert, Charles Martel, Pépin le Bref, Charlemagne, voire Charles le Chauve. Et puis notre pays leur doit son nom.

Cette fonction éponyme justifie que toute « histoire de France » commence avec leur entrée en Gaule. Pourtant, il a semblé légitime d'intituler ce livre *La France avant la France*. C'est que le roman monarchiste ou l'épopée républicaine ont fait subir à la réalité bien des distorsions. À parcourir les pages qui suivent, on saisit que ce qui était donné pour l'histoire composait une fable aux strates multiples. Le propos de l'ouvrage concerne évidemment le territoire français actuel, mais son contenu démontre que n'apparaît, entre le V^e^ et le IX^e^ siècle, aucun des éléments constitutifs d'une entité « France » : État, nation, unité linguistique ou sentiment d'une identité commune.

La période concernée a, depuis quarante ans, fait l'objet d'une réévaluation complète. Spécialistes avertis, Charles Mériaux — pour les temps mérovingiens — et Geneviève Bührer-Thierry — pour l'époque carolingienne — présentent les résultats essentiels de cette relecture. Ils témoignent du profond effort d'objectivité qui a permis de dépasser les querelles d'écoles et de nations ; ils montrent la mise à distance de la foisonnante imagerie romantique, dont ils ont souhaité que soient repris, en contrepoint, quelques exemples significatifs. Ils relèguent dans l'obsolescence scientifique l'effondrement du monde romain et la ruée des barbares ; ils donnent un fondement anthropologique et/ou rationnel aux drames et aux violences sanglantes du palais mérovingien, comme à l'incurie des « rois fainéants ». Ils ramènent la gloire des Carolingiens à de justes proportions.

Prenant appui sur les apports récents de l'archéologie, ils invitent d'abord à considérer les « invasions barbares » comme une erreur de perspective et un abus de langage. En effet, les Goths et les Francs, romanisés de longue date et de plus très minoritaires, n'ont pas détruit l'héritage romain, mais ils en ont assuré la permanence en Gaule. Ils n'ont bouleversé ni les structures agraires ni les rapports sociaux, et ils ont conservé les institutions administratives, culturelles et religieuses du Bas-Empire.

Ainsi l'Antiquité tardive se prolonge-t-elle jusque vers 600 / 630. Charles Mériaux et Geneviève Bührer-Thierry soulignent avec raison que le glissement vers le Moyen Âge se produit pendant les règnes de Clotaire II (seul roi des Francs de 613 à 629) et de son fils Dagobert (629-639). Cette évolution fondamentale fait suite au nadir économique et démographique consécutif à la grande peste du VI^e^ siècle. Mais, à partir du point bas atteint à ce moment, débute un essor de la population et de l'occupation du sol, qui se prolonge ensuite jusqu'au XIII^e^ siècle. Particulièrement sensible dans les pays du nord de la Loire, il entraîne le basculement du centre de gravité économique de l'Europe occidentale vers le nord-ouest et relègue la zone méditerranéenne dans une position subordonnée.

Le monde franc, à l'instar de celui des derniers siècles, gallo-romains, présente une société très contrastée, où s'affirment des rapports et des liens qu'on peut considérer comme les prodromes lointains du système féodal. Il vit quasi exclusivement de l'agriculture. La possession du sol y constitue la richesse dominante. Cette donnée confère, dans chaque cité, la prépondérance à quelques familles de grands propriétaires fonciers, qui forment l'aristocratie. Le prestige de cette dernière tient à l'importance de sa clientèle armée et de ses dépendants ; il se nourrit également d'une composante religieuse ; en effet, les puissants contribuent à l'avancée de la christianisation par la fondation d'églises et de monastères ; et puis la totalité des évêques et des saints appartient à leur milieu. Les conditions matérielles réduisant le pouvoir à un horizon régional, la relation entre le souverain et le peuple passe par la médiation obligée de l'aristocratie. Dans ce contexte, l'autorité royale n'existe que par le consensus de la majorité des « grands ». Charles Mériaux et Geneviève Bührer-Thierry font bien voir qu'une telle conjoncture intervient seulement dans la guerre victorieuse, qu'elle soit extérieure — tournée vers l'expansion du *regnum Francorum* — ou bien — à défaut — intérieure, opposant d'abord Burgondie, Neustrie et Austrasie, puis les trois

Francies issues de l'Empire à Verdun en 843. La victoire rassemble l'aristocratie autour du chef de guerre, car elle permet à ce dernier de distribuer butin, prisonniers, terres et charges.

La prééminence de l'aristocratie s'exprime clairement tout au long du viie siècle et plus encore dans l'éviction des Mérovingiens par une puissante famille austrasienne, après une « longue marche » d'un siècle et demi, concomitante du « décollage » des pays du Nord-Ouest. Il s'agit bien sûr des Carolingiens, dont le pouvoir se fonde en premier lieu sur la conquête ; afin de le pérenniser, Charlemagne essaie d'étendre simultanément à toute l'Europe le modèle d'un patrimoine privé, géré par une clientèle qu'unissent à son patron des liens de dépendance et/ou des liens familiaux. Ainsi naît une « aristocratie d'empire », détentrice de biens et de fonctions dans de nombreuses régions. En parallèle, la religion constituant le lien fédérateur essentiel de la société, les Carolingiens s'appuient également sur l'Église et tentent d'assimiler la communauté de leurs sujets à celle des chrétiens.

L'ordre carolingien ne présente donc aucunement les caractères d'un État ; il repose très largement sur des collaborations aristocratiques et ecclésiastiques précaires. Aussi bien, malgré la restauration de l'Empire en 800, le regroupement territorial extraordinaire opéré par Charlemagne connaît des difficultés dès que s'épuise le dynamisme de la conquête. Ouvert aux attaques des pirates, scandinaves au nord, sarrasins au sud, il s'avère un puzzle éphémère, dont les composants, des entités d'espace restreint, retrouvent leur autonomie structurelle. Charles Mériaux et Geneviève Bührer-Thierry dissipent ainsi des illusions longtemps entretenues dans l'historiographie et ramènent l'histoire à la vérité des faits. Cette hygiène permet de mieux comprendre les évolutions politiques de l'époque franque.

Faut-il pour autant considérer celle-ci comme un âge sombre, après qu'elle a jadis été célébrée comme le temps des héros fondateurs ? Si ce livre jette à bas toute idée d'État pour l'époque, il n'en met pas moins en évidence des phénomènes décisifs pour l'avenir : un premier développement de l'économie entre Loire et Rhin, le progrès de la christianisation puis l'émergence, dans la seconde moitié du IX^e^ siècle, d'une Francie occidentale appelée à devenir la matrice de la France ultérieure.

Charles Mériaux et Geneviève Bührer-Thierry soulignent également que la période n'est pas celle de « l'infélicité des Goths », le long tunnel d'ignorance déploré par Rabelais et les humanistes. La convergence culturelle des élites « barbares » et des élites gallo-romaines a permis leur fusion rapide. Aux V^e^ et VI^e^ siècles, aucune régression ne se discerne dans la culture des laïcs ni dans l'usage de l'écrit, et la langue évolue selon un processus normal. Par ailleurs, monastères et églises jouent un rôle positif dans la conservation des œuvres antiques. De même, les Carolingiens, parallèlement à l'instauration d'une écriture normalisée, dans un empire ou des royaumes dépourvus d'unité linguistique, s'efforcent de promouvoir, comme langue de l'Église et de l'administration, un latin aussi proche que possible de son expression classique. Cette volonté favorise la copie systématique des textes anciens. La période du V^e^ au IX^e^ siècle ne correspond donc nullement au degré zéro de la culture. Tout au contraire, elle assume un rôle primordial dans la transmission d'une grande part de la littérature latine à l'Occident des temps futurs. La très belle iconographie de ce volume rend superbement compte de l'activité de production des manuscrits déployée à cette époque.

Puisque l'évolution des savoirs procède d'une approche neuve des sources, Charles Mériaux et Geneviève Bührer-Thierry introduisent aussi leurs lecteurs dans l'atelier de l'historien, afin de les familiariser avec les méthodes dont use aujourd'hui ce dernier. Ils leur permettent notamment de découvrir les aléas de l'interprétation des textes, à partir de l'exemple éclairant des *Dix livres d'histoires* de Grégoire de Tours. Ils montrent également que l'archéologie, en apparence moins sujette à caution que la documentation écrite, se prête néanmoins à des controverses, de sorte qu'il a fallu revenir sur l'interprétation ethnique ou religieuse du mobilier de certaines sépultures. Ils évoquent encore les rivalités franco-allemandes qui ont relayé les regrets des hommes de la Renaissance pour nourrir la légende des « invasions barbares ».

Voici donc un beau livre. Fondé sur l'état actuel de la recherche, il présente la substance des révisions opérées au cours des dernières décennies. Tout en reprenant une trame chronologique usuelle, éclairée par une cartographie pertinente et originale, il offre un panorama entièrement revisité de la période écoulée entre la fin du V^e^ siècle et celle du IX^e^. Il modifie de manière essentielle les perspectives concernant « les origines de la France ». Premier volume d'une série, il offre une solide pierre d'attente aux tomes suivants, l'ensemble promettant de constituer un édifice majeur, qu'on pourrait à bon droit nommer, en s'inspirant d'une collection antérieure, *Monumenta Franciae Historica*, « Les Monuments historiques de la France ».

JEAN-LOUIS BIGET
(directeur du volume)

folio histoire de France

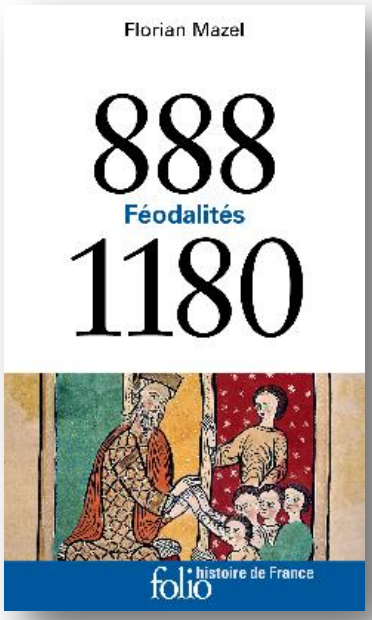
Série dirigée par Joël Cornette

Florian MAZEL

Féodalités

888 - 1180

En librairie le 26 septembre 2019



• Le livre

L'époque où surgit la dynastie capétienne ne se confond pas avec « la naissance de la France ». Sans doute le royaume de Francie occidentale puis de France, qui embrasse alors la Catalogne au sud et la Flandre au nord, devient-il une entité politique qui ne se partage plus, mais le souverain continue explicitement de se dire « roi des Francs » plutôt que « roi de France ». Si la monarchie construit et élargit méthodiquement son domaine, le sentiment d'une unité française n'existe pas pour autant. Soucieux d'échapper à toute téléologie dynastique ou nationale, le propos tenu ici accorde une grande attention aux singularités régionales. Les siècles de la féodalité, longtemps décrits comme des siècles de fer, correspondent en réalité au moment du « décollage » européen. Dynamisme économique, expansion chrétienne et mutations sociales vont alors de pair, portés par l'affirmation d'un ordre seigneurial effaçant peu à peu les derniers vestiges de l'empire carolingien. Les acquis des recherches historiques des vingt dernières années ont profondément renouvelé la compréhension de ce long moment de transition. Ils conduisent à réexaminer des questions aussi fondamentales que le regroupement des populations et la « naissance du village », l'instauration de la seigneurie châtelaine, le rôle des réformes monastiques ou l'épanouissement de l'art roman et gothique. Ils amènent surtout à remettre en cause la thèse d'une « mutation féodale » rapide et brutale autour de l'an mil au profit d'une appréciation plus nuancée des évolutions.

• L'auteur

Florian Mazel est actuellement professeur d'histoire médiévale à l'université de Rennes 2 et membre du laboratoire. Ancien élève de l'École normale supérieure de Fontenay Saint-Cloud, agrégé d'histoire et ancien membre de l'Institut universitaire de France, ses recherches portent sur les élites aristocratiques, l'institution ecclésiale et les questions spatiales et territoriales du haut Moyen Âge au XIII^{e} siècle.

Folio Histoire n° 289

Nombre de pages
912p

Prix de lancement
10 €
(jusqu'à fin décembre)

Date de parution
26 septembre 2019

SERVICE DE PRESSE
Frédérique ROMAIN
01 49 54 43 88 / 15 66
frederique.romain@gallimard.fr

www.gallimard.fr

http://www.folio-lesite.fr

Gallimard

Féodalités
888-1180

Préface

« *Le monde est un ensemble ordonné de créatures* »
Guillaume de Conches

Les écoles de Chartres sont à la pointe du progrès intellectuel de la première moitié du XII^e^ siècle et l'assertion d'un de leurs maîtres les plus fameux († vers 1154) pourrait passer pour la profession de foi d'un historien du XXI^e^ siècle cherchant, comme s'y efforce le présent livre, à mettre au jour l'ordre des choses, voilé par le chaos des apparences. Rapportée au temps de sa formulation, la phrase de Guillaume de Conches exprime deux faits majeurs, spécifiques des trois siècles qui s'écoulent entre la disparition de l'Empire carolingien et l'avènement de Philippe Auguste. Affirmant que le monde doit à Dieu son ordonnancement, elle souligne une donnée fondamentale, qu'il faut avoir constamment présente à l'esprit si l'on veut comprendre l'époque médiévale : la religion est alors coextensive à la nature et à la société et cette imprégnation totale justifie que l'Église tienne un rôle déterminant dans l'encadrement et la régulation des communautés. L'opinion du maître chartrain révèle en outre une perception nouvelle du monde visible : il cesse d'être considéré comme un univers incohérent et vain, objet de mépris et de rejet, la perfection se situant au-delà des phénomènes sensibles, dans la sphère divine ; il acquiert intérêt et valeur comme effet d'une pensée de Dieu, gouverné par une harmonie d'origine céleste, que l'esprit humain a la possibilité de saisir et de pénétrer.

Un tel changement d'attitude mentale, intellectuelle et religieuse, signale que les pays composant la France actuelle ont connu, de la fin du IX^e^ à celle du XII^e^ siècle, une évolution profonde, améliorant les conditions matérielles de la vie et suscitant une inflexion de la spiritualité chrétienne. Effectivement, un essor technique, économique et démographique sans précédent a révélé aux hommes de ce temps que — jusqu'à un certain point — ils avaient prise sur leur environnement.

Florian Mazel, jeune universitaire de talent, expose avec clarté que les siècles de la féodalité, longtemps définis comme des « siècles de fer », correspondent en réalité au moment du « décollage » européen. Opérant la synthèse magistrale des acquis récents de la recherche historique, il renouvelle aussi les approches antérieures de la période, notamment celles élaborées dans la seconde moitié du XX^e^ siècle.

Michelet — et d'autres écrivains romantiques — ont fait croire à leurs lecteurs qu'en l'an mil, les gens vivaient dans l'attente et « l'effroyable espoir du Jugement dernier ». Des analyses plus attentives de la documentation ont enlevé toute pertinence à l'image de ces terreurs. Toutefois, le passage du premier au second millénaire a conservé sa prégnance dans l'historiographie et l'idée a surgi qu'il marquait une « mutation » brusque et brutale, « la révolution féodale ». L'ouvrage qu'on va lire montre que l'histoire est davantage continuités que ruptures et que les structures féodales s'installent par suite d'un mouvement de fond prenant sa source dans la société des temps carolingiens. L'affirmation de la seigneurie et les gains de la christianisation sur « la pensée sauvage » progressent de pair, de sorte que la réforme de l'Église, dite « grégorienne », correspond, après 1050, à l'éclosion d'un monde nouveau dont l'émergence se prépare durant les deux siècles antérieurs. En conséquence, plutôt que d'articuler la période autour de l'an mil, il convient de considérer le milieu du XI^e^ siècle comme son pivot, entre une époque d'établissement progressif du système féodal et une époque où ce dernier connaît son plein épanouissement. Florian Mazel donne un magnifique exemple du travail des historiens, effort d'intelligibilité et de construction graduelle du passé, sans cesse renouvelé à travers doutes et débats. Les origines lointaines de cette méthode se trouvent chez Pierre Abélard, le plus célèbre des penseurs du XII^e^ siècle, lequel enseignait déjà que les « vérités » demeurent à découvrir et que tout point de vue humain peut être amélioré.

Au cours du XI^e^ siècle, la féodalité, après un long temps de gestation, entre dans sa maturité et trouve son expression achevée, celle d'un ordre territorial et social fermement établi et dont les témoins, pour partie, demeurent présents dans notre quotidien. Un dense réseau de châteaux et d'églises enserre l'espace où se trouvent désormais bien en place seigneuries, paroisses et villages ; en parallèle s'instaure un maillage de villes, qui ne connaît ensuite guère de modifications avant la révolution industrielle. En dernière analyse, le prélèvement seigneurial constitue le cœur de la société féodale, de composition relativement simple, au-delà des représentations qu'elle a données d'elle-même. Un clivage essentiel oppose ceux qui subissent le prélèvement et ceux qui en bénéficient. Une même dualité oppose l'habitat des puissants et les cabanes des paysans. La culture, marquée fortement par l'idéologie chevaleresque et la guerre, demeure un phénomène d'élites et de cours. Toutefois,

l'abondance des revenus seigneuriaux laisse à leurs détenteurs, ecclésiastiques ou laïcs, des surplus importants ; ils permettent le développement du commerce et des villes, ainsi que des communautés religieuses. La croissance urbaine, produit de la féodalité, introduit dans le sein de celle-ci des ferments de déséquilibre. Lieux d'accumulation de la rente féodale et de la richesse monétaire par le biais des échanges, constituées en seigneuries autonomes à l'abri de leurs remparts, les villes, dans la seconde moitié du XII^{e} siècle, deviennent des puissances et les centres d'une culture originale, tandis que leur patriciat aspire à s'intégrer dans l'aristocratie et offre parfois un terrain de choix aux dissidences religieuses.

L'ouvrage écrit par Florian Mazel complète avec brio l'histoire de l'époque féodale, associant les certitudes anciennement établies à des perspectives neuves. Il met judicieusement en œuvre les derniers apports de l'anthropologie, de l'archéologie et d'un ensemble très élargi de sciences auxiliaires, en même temps que les approches renouvelées des textes, au demeurant cités en abondance. La nouveauté affleure dans tous les chapitres ; à titre d'exemple, il suffit de renvoyer à l'étude de l'évolution anthroponymique des puissants, qui éclaire de manière suggestive leurs pouvoirs et les structures familiales de l'aristocratie.

L'époque féodale s'avère constitutive d'un ordre territorial puissamment affirmé, au point que même des paysages ruraux de notre pays en portent encore le témoignage. Pour autant, l'époque, où surgit la dynastie capétienne, ne se confond pas avec « la naissance de la France ». Sans doute le royaume, qui embrasse alors la Catalogne au sud et la Flandre au nord, devient-il une entité politique qui ne se partage plus, mais le souverain continue explicitement de se dire « roi des Francs », *Francorum rex*, plutôt que celui d'un territoire, *Franciae rex*, « roi de France ». Si la monarchie construit et élargit méthodiquement son domaine, le sentiment d'une unité française n'existe pas alors. La France demeure une mosaïque de régions, de langues et de coutumes diverses. Et ce n'est pas le moindre des mérites de Florian Mazel que d'évoquer chacune d'elles, avec son individualité et sa chronologie particulières, en présentant son cas dans un tableau d'ensemble fortement architecturé.

Bref, voici une histoire réécrite à la lumière de l'information la plus récente et qui propose un regard neuf, porté sur un monde où le nôtre s'enracine et trouve la meilleure part de son imaginaire et de ses héros.

JEAN-LOUIS BIGET
(directeur du volume)

Nicolas BEAUPRÉ

Les Grandes Guerres

1914 - 1945

En librairie le 26 septembre 2019

- **Le livre**

Loin d'analyser les deux conflits mondiaux en face à face, cet ouvrage envisage la période des Grandes Guerres comme un tout. Le grand basculement de l'été 1914, les horreurs des tranchées et le « front de l'arrière » font comprendre le processus qui conduit à un conflit inédit par son ampleur et sa brutalité : une guerre totale. Sans doute, en 1918, la France émerge, victorieuse, mais « malade de la guerre » : profondément affectées, jusque dans leurs structures, l'économie et la démographie ne peuvent être « réparées », reconstruites ou « reconstituées » aussi rapidement qu'un pont, une route ou un bâtiment. La démobilisation culturelle et le retour à la mobilisation politique se déroulent dans une atmosphère de tensions et de modernisations artistiques, entre cultures des masses et culture de masse. Une attention particulière est portée aux relations internationales, aux traités, à l'esprit de revanche, en même temps qu'aux efforts des pacifistes, à la SDN, à Briand... Alors que la France abandonne en partie à regret une politique de puissance en Europe, le terrain colonial devient bientôt le seul où cette politique impérieuse peut pleinement s'exprimer. Avant que tout ne bascule, de nouveau, dans des crises multiples pour aboutir à la catastrophe de mai-juin 1940 et, avec elle, à la mise à mort des principes républicains...Pour restituer ce « passé qui ne passe pas », Nicolas Beaupré a su trouver la bonne distance, entre passion et parti pris, pour nous faire comprendre et partager les enjeux d'une des périodes les plus dramatiques et controversées de l'histoire de France.

- **L'auteur**

Nicolas Beaupré est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Clermont Auvergne et au Centre d'Histoire Espaces et Cultures de Clermont-Ferrand, membre junior honoraire de l'Institut universitaire de France (promotion 2010) et membre du comité directeur du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne. Ses travaux, pour lesquels il a reçu de nombreux prix, dont le Prix parlementaire franco-allemand (*Le Traumatisme de la Grande Guerre 1918-1932/33, Villeneuve-d'Ascq*, Presses universitaires du Septentrion, « Histoire franco-allemande », vol. 8, 2012), portent essentiellement sur l'histoire de la Grande Guerre et ses conséquences, l'histoire culturelle des littératures de guerre, l'histoire franco-allemande.

folio histoire de France

Série dirigée par Joël Cornette

Folio Histoire n° 288

Nombre de pages
1392p

Prix de lancement
10 €
(jusqu'à fin décembre)

Date de parution
26 septembre 2019

SERVICE DE PRESSE
Frédérique ROMAIN
01 49 54 43 88 / 15 66
frederique.romain@gallimard.fr

www.gallimard.fr

http://www.folio-lesite.fr

Gallimard

Les Grandes Guerres
1914 – 1945

Préface

« *La décadence française n'est qu'un ignoble argument des oppresseurs.*
Voilà pour le présent dans cette guerre de trente ans. Quant à l'avenir, nous en répondons ! »
CHARLES DE GAULLE,
Discours à la radio de Londres, 18 septembre 1941.

Le présent volume couvre l'une des périodes les plus sombres de l'histoire de France, un qualificatif récurrent aussi bien dans la littérature savante que dans l'imaginaire collectif. On peut comprendre pourquoi. En trois décennies, le temps d'une génération et demie, le pays a traversé dix longues années de guerre, de destructions, de violences subies — mais aussi infligées. Il a connu les effets délétères d'une crise financière et économique mondiale, sans doute la première du genre mais non la dernière. Il a traversé des bouleversements géopolitiques majeurs qui se sont succédés à une vitesse inédite : la fin de l'Europe impériale, la révolution bolchevique, l'avènement du fascisme et du national-socialisme qui ont fait de la démocratie une idéologie et un système politique de plus en plus minoritaire sur le continent. L'émergence de ces tyrannies d'un nouveau genre a été ressentie par les contemporains comme l'avènement d'un monde différent, fondé sur la mobilisation des masses, un acteur social et politique dont le contrôle, voire la manipulation, va constituer un enjeu majeur de l'action politique au XX^e^ siècle. Les guerres mondiales, la crise mondiale touchent certes une grande puissance coloniale qui étend sa domination sur une grande partie de l'Afrique septentrionale, équatoriale et occidentale, ainsi qu'en Indochine et dans les Antilles, et en tire de larges bénéfices économiques, politiques et stratégiques. Ces catastrophes successives ont néanmoins constitué une série de défis majeurs pour une nation qui semble perdre peu à peu la capacité à maîtriser seule son propre destin. S'ajoutent à cela des conflits politiques et sociaux internes qui ont débouché, en 1940, sur une forme de guerre civile.

Pourtant, l'un des premiers écueils pour l'historien qui observe ces années terribles aux cicatrices durables serait précisément de succomber à la vision d'un pays qui aurait peu à peu plongé, après les joies éphémères de la victoire de 1918, dans une décadence inéluctable. Le risque est d'autant plus grand que cette idée domine une partie du débat politique des années 1920-1930 et a servi d'argument majeur au régime né de la défaite de 1940 pour justifier la mise à mort des principes républicains. Ici plus qu'en d'autres moments, l'historien doit donc trouver la bonne distance, éviter de se laisser entièrement happer par les passions d'hier toujours vivaces, et nous expliquer à la fois le point de vue français et le point de vue allemand pour saisir les enjeux de la première grande guerre, à la fois la position des ouvriers, des paysans et des patrons pour comprendre les affrontements de 1936, à la fois le point de vue des collaborateurs, des résistants et des autres, de tous les autres, pour tenter d'y voir clair dans la partie la plus noire de la période.

Cette tâche, Nicolas Beaupré s'en acquitte avec probité et intelligence en déplaçant autant que possible le regard, en abordant des thématiques parfois méconnues, en évitant le risque téléologique de tout mesurer à l'aune des quatre dernières années, à savoir d'une faillite inéluctable et irrépressible de la III^e^ République. L'auteur souligne au contraire à quel point on doit donner de cette époque une image plus colorée que l'habituelle description en noir et blanc. Certes, la démographie stagne, la France reste encore un pays à dominante rurale jusqu'en 1931, en retard sur sa rivale anglaise, elle a du mal à faire entendre sa voix dans un contexte international de plus en plus tendu, et la peur d'un nouveau conflit détermine nombre de comportements. Mais le pays connaît aussi une période d'innovations industrielles dans l'automobile ou l'aéronautique, de progrès scientifiques qui touchent aussi bien la physique atomique que l'historiographie, avec l'école des Annales, de renouveau littéraire, intellectuel et culturel, Paris s'affirmant comme une capitale mondiale de l'art. Il faut ajouter que le pays attire par dizaines de milliers les réfugiés fuyant les persécutions antisémites en Allemagne, en Roumanie, en Pologne, en URSS, preuve qu'il conserve encore, pour quelque temps, son image de « patrie des droits de l'homme ».

Le découpage adopté ici — de 1914 à 1945 — correspond à une chronologie assez habituelle : comme dans le reste de la collection, il privilégie les bornes qui furent d'abord des repères évidents pour les contemporains, celles de l'histoire vécue. Mais il souligne aussi la relative homogénéité d'une période marquée presque entièrement par la guerre, telle que l'historien peut la saisir après coup. Entre 1914 et 1918, la France, comme tous les autres belligérants, développe une « culture de guerre » qui touche — c'est une nouveauté — tous les secteurs d'une société entièrement tournée vers la mobilisation de ses forces physiques et matérielles. De 1918 au début des années 1930, la sortie de guerre et la démobilisation des esprits se font lentement, les séquelles morales, psychiques

et physiques du conflit occupant une place essentielle. Avec la montée du nazisme, c'est la menace d'un nouveau conflit qui hante le débat politique à l'intérieur comme à l'extérieur. Après la défaite brutale et inattendue de 1940, les Français, assommés, acceptent de suivre Pétain qui leur a promis d'extraire définitivement le pays d'un conflit dont le héros de Verdun proclame qu'il ne les concerne plus. Ils finiront par acclamer de Gaulle qui, lui, les fait asseoir, en 1945, à la table des vainqueurs. Il est nécessaire, au demeurant, de noter que cette nouvelle « guerre de trente ans » fut la dernière séquence guerrière de l'histoire de France où les combats se déroulèrent sur le territoire métropolitain. Après 1945, les guerres seront désormais coloniales ou extérieures.

Rien d'étonnant dès lors que cette période ait suscité et suscite encore de vives polémiques à la fois dans l'espace public et dans le champ plus restreint de l'historiographie. On peut d'ailleurs noter que les deux ne se recoupent pas toujours. Tandis que les controverses n'ont cessé de s'amplifier dans les années 1990 autour des souvenirs de l'Occupation et, plus précisément, de la complicité de l'État français dans le génocide des Juifs, l'historiographie connaissait, elle, une forme de consensus, les auteurs favorables au régime ou tentant de défendre son bilan, comme ce fut le cas jusque dans les années 1960-1970, se faisant de plus en plus rares faute d'arguments solides. À l'inverse, la polémique qui a fait rage récemment chez les historiens (français) pour déterminer si les combattants des tranchées avaient accepté des seuils inusités de violence par consentement ou par contrainte n'a eu qu'un faible écho dans l'espace public et politique, mobilisé plutôt par la commémoration de cette guerre désormais sans survivants et cherchant la signification que l'on pouvait donner à l'événement un siècle après. En ce sens, Nicolas Beaupré, tout en assumant ses choix, tient compte dans son texte et rend compte, dans la dernière partie, de ces controverses qui donnent autant à penser sur le passé étudié que sur notre temps présent. Enfin, dans ce volume qui résonne du tumulte d'une histoire sinon toujours ténébreuse, du moins souvent tragique, il est d'abord question des « Français » au sens le plus large et le plus généreux du terme : les nationaux, les naturalisés, les indigènes, les immigrés, les réfugiés antifascistes, les réfugiés juifs, les républicains espagnols fuyant la terreur franquiste, bref ceux qui ont donné chair et souvent leur vie pour que vive une certaine idée de la France, dans un monde où les droits les plus élémentaires de la personne humaine ont failli sombrer à jamais.

HENRY ROUSS
(directeur du volume)